

Retraités

Des mesures à amplifier

A l'appel des 9 organisations de retraité.e.s
CGT, FO, FSU, CFTC, CFE-CGC, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et Solidaires

Journée nationale d'action Jeudi 20 Juin

Rassemblement de délégations des départements et de la Région Parisienne
A Paris 14h30 place St Augustin (m°St Augustin)

Avec banderole, drapeaux, sono... Une délégation se rendra à l'Élysée pour remettre les milliers de cartes-pétitions revendiquant la suppression de la hausse de la CSG pour tous, une revalorisation immédiate de 3% pour compenser la perte subie par la sous-indexation en 2019, le retour à l'indexation sur l'évolution des salaires, le maintien et le développement des services publics.

Une audience a été demandée à E. Macron...

Édito

E. Macron a perdu le pari de battre le RN utilisé cyniquement comme repoussoir. Après avoir recueilli les suffrages de 11% des inscrits, il maintient le cap des contre-réformes.

Toutefois sous la pression des actions répétées des 9 et de la forte présence des retraité.e.s chez les gilets jaunes, le Président a dû manœuvrer en recul. C'est un point d'appui pour obtenir plus et remettre en cause la déréglementation des pensions à laquelle il se livre.

Au mépris du code de la sécurité sociale, loi qui impose la revalorisation des pensions en fonction de l'inflation, E. Macron gèle les pensions en 2018 avec une inflation de 1,8% et fait voter une sous-indexation de 0,3% avec une inflation à 1,4% en 2019.

La promesse de réindexer les pensions est bien aléatoire et l'échéancier affiché entérine la division entre retraité.e.s: 2020 pour les pensions de moins de 2 000 € et 2021 pour tous. Mais pendant ce temps les pertes de pouvoir d'achat s'alourdissent pour tous quand est

annoncée, de surcroît, une hausse de 5,9% de l'électricité.

Au mépris du droit acquis par les salarié.e.s de bénéficier d'une retraite dans la continuité du salaire perçu, (et il reste beaucoup à faire pour les pensions inférieures au SMIC

malgré une carrière complète par exemple), les retraité.e.s sont assez « riches » à partir de 2 000€ pour subir la hausse de la CSG.

Il faut continuer à combattre la dérive de la pension vers une prestation sociale laissée au gré du prince. L'injustice est d'autant plus insupportable que le pouvoir d'achat du 1% des plus riches progresse de 6% en 2019, que des milliards sont engloutis au détriment des besoins sociaux (cf au verso).

Au mépris de la vérité, le remboursement de la hausse de la CSG en 2019 pour 3,5 millions de retraité.es est présenté comme un gain de pouvoir d'achat alors qu'il s'agit de la restitution de sommes injustement prélevées et que les ponctions opérées en 2018 ne sont pas compensées.

Continuons à résister à la casse d'un pan de la protection sociale qui préfigure l'objectif du projet de réforme systémique des retraites de diminuer mécaniquement les pensions. Il se pourrait même que dès cet automne soit soumis au Parlement un allongement de la durée du travail sous le biais d'un « âge pivot » (64 ans ?) en deçà duquel des décotes drastiques dissuaderaient de partir à 62 ans malgré une carrière complète. Nouvelle alerte !

Vous avez été très nombreux et nombreuses à retourner la carte-pétition qui sert de support à l'initiative du 20 juin. L'action unitaire continue à faire vivre la solidarité entre retraité.e.s. La présence dans la rue sera le message de la détermination à ne rien céder sur nos revendications.

Martine Beaulu-Barlier

SNES Versailles Infos - N° de Commission
Paritaire 1122S05547 - N° ISSN 1291-5246 -
Hebdomadaire - Prix de vente 2 euros -
Abonnement 12 euros - Édité par section
académique du SNES de Versailles (Syndicat
National des Enseignements du Second degré) 3,
rue Guy de Gouyon du Verger - 94112 Arcueil
CEDEX - Tél. : 01 41 24 80 56 - Directrice de
publication Marie Chardonnet - Imprimé par
l'imprimerie spéciale du SNES - 3, rue Guy de
Gouyon du Verger - 94112 Arcueil CEDEX

SOMMAIRE

- 1)Éditorial page 1
- 2) Les ruses de E. Macron page 2
- 3)Une constante :Tout pour les premiers de cordée, page 2

Les ruses de E. Macron

E. Macron remanie la répartition des richesses au bénéfice des ultra riches, et il va chercher l'argent sur le dos des salariés, des retraités et des services publics. En même temps, confronté à une contestation sociale de plus en plus forte, il manœuvre pour diviser.

Les retraités vaches à lait pour le présent et l'avenir

- **Pour les retraités actuels**, on sait ce qu'il en est de la hausse de 25% de la CSG et de l'absence de revalorisation sur l'inflation.
- **Pour les retraités de demain**, la réforme annoncée (système par points) en bouleversant les modalités de calcul prépare une amputation drastique de leur future pension, à commencer par l'écart entre la valeur d'achat du point et sa valeur de service au moment de la retraite.
- **Le gouvernement**, n'a toujours pas publié la moindre simulation mais la FSU l'a fait : pour un professeur certifié ayant 38 ans de carrière la perte serait de 401 €/mois et de 18,5 % par rapport à la situation actuelle déjà très dégradée. Elle atteint 805 euros/mois pour une carrière complète, devenue quasiment impossible.
- **Pourquoi un tel acharnement ?**
 - **La volonté de bloquer les dépenses** globales au niveau actuel (14 % PIB) alors que les retraités seront plus nombreux à moyen terme conduit mécaniquement à une retraite réduite pour chacun.
 - **De plus, pour sacrifier au dogme** de la réduction du déficit public il faut réduire au plus vite les dépenses, d'où à la fois les mesures actuelles contre les retraités et en ce qui concerne la réforme l'invention d'« un âge pivot » à 64 ans (?) qui toucherait à l'âge de départ que Macron s'était engagé à préserver, après la piste évoquée d'une augmentation plus rapide du nombre de trimestres exigés pour une retraite pleine.

Prendre (beaucoup) aux uns pour donner (un peu) aux autres

Pour E. Macron, oui à la hausse du pouvoir d'achat... à condition que cela ne coûte rien aux patrons.

- **La hausse de la CSG** a été présentée comme devant permettre, à travers une baisse des cotisations salariales, la hausse du salaire *net* des salariés ... financée par les salariés eux-mêmes et au détriment de la Sécu.
- **En décembre 2018** E. Macron refuse toujours d'augmenter le SMIC mais augmente la prime d'activité et exonère les heures supplémentaires d'impôt et de coti-

Une constante : tout pour les premiers de cordée,

- Les grandes entreprises à la fête : CICE doublé pour 2019 soit 40 milliards, baisse annoncée de 25 % de l'impôt sur les sociétés : en bref toujours plus de profits, toujours plus de dividendes pour les actionnaires.
- Et pour eux toujours moins d'impôt : ISF supprimé, flat tax (12.8 % d'impôt pour les détenteurs de capitaux, moins que la 1ère tranche), optimisation et évasion fiscales 100 Milliards...
- Pour quel résultat quand s'accumulent les plans sociaux et les fermetures d'usines, Alstom, Whirlpool, Ford, Carrefour, Auchan ?

sations sociales. Au lieu d'une hausse des salaires payée par les patrons, nous salariés, retraités finançons ces mesures par le biais de la CSG et de l'impôt.

Des reculs à géométrie variable

- ◆ **Les mesures d'avril** concernent les retraités de manière inégale avec un effet décalé et sans revenir sur ce qui est considéré comme irréversible pour 2018 ou 2019 : l'intention de diviser est claire.
- ◆ **Recul sur l'impôt sur le revenu** : une baisse d'environ 300 € est annoncée pour les deux premières tranches établies. Mais un retraité avec une pension brute de 2500 € aura perdu en 2018 et 2019 **1355 €** (CSG + non revalorisation des pensions). On va lui en rendre **300€ !**

Sur les mesures fiscales, on peut noter l'absence de toute mesure sur l'impôt le plus injuste, la TVA.

Menaces accrues sur les services publics

Le gouvernement a répété que ses largesses (très relatives) devaient être financées par des réductions de dépenses publiques, le dogme de base qu'en aucun cas on ne sollicite les plus riches étant intangible.

La situation dramatique des urgences, notamment, montre où cela mène.

Jean-Jacques Duchon